

La santé financière d'EDF inquiète

Déjà très endetté, le mastodonte français de l'électricité est devenu peu rentable, alors qu'il est confronté à un mur d'investissements.

On comprend pourquoi son nouveau PDG, Bernard Fontana, a lancé un plan d'économie. La santé du mastodonte EDF (118,7 milliards d'euros de chiffre d'affaires, 181 000 salariés) inquiète.

Dans un nouveau rapport, la Cour des comptes relève que l'entreprise – dont l'État est redevenu actionnaire à 100 % – « **ne crée plus de valeur** » sauf flambée exceptionnelle du prix de l'électricité. Depuis 2012, l'endettement a progressé « **de 23 milliards d'euros** » en dépit de ventes de filiales, d'augmentations de capital, etc.

Cause principale : « **La diminution de la rentabilité du parc nucléaire français** », du fait de la « **baisse tendancielle de sa disponibilité** », également relevée dans un récent rapport du Sénat et par l'ancienne patronne d'Areva, Anne Lauvergeon.

Pire, l'essentiel du *cash-flow* généré par les centrales et les barrages depuis 2015 a été « **majoritairement absorbé** » par l'EPR de Flamanville (Manche).

EDF, déjà lestée d'une dette de 53 milliards, doit investir « **jusqu'à 460 milliards** » dans les quinze prochaines années pour faire durer ses cinquante-six réacteurs, construire quatorze nouveaux EPR2 et rénover le réseau d'Enedis.



EDF pourrait être contraint de céder des filiales.

| PHOTO : ROMUALD MEIGNEUX, SIPA

Problème, les conditions de vente de l'électricité nucléaire d'EDF vont changer dès 2026. Les estimations des magistrats font froid dans le dos : d'ici à 2040, l'endettement net d'EDF pourrait passer à 160, 190, voire 245 milliards, selon que le prix du marché européen de l'électricité est élevé (95 € du mégawattheure), moyen (70 €) ou bas (50 €).

Quant à l'international – plombé par les retards des réacteurs britanniques d'Hinkley Point – et aux énergies renouvelables, EDF y brûle du cash. La Cour invite donc EDF à envisager de vendre des filiales.

André THOMAS.